



# **FICHE DE RENDEMENT SUR L'ÉGALITÉ**

# **2018**

**Île-du-Prince-Édouard**

**SOMMAIRE**

# FICHE DE RENDEMENT SUR L'ÉGALITÉ 2018

## CONSEIL CONSULTATIF SUR LA SITUATION DE LA FEMME DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

La Fiche de rendement sur l'égalité sert à évaluer les progrès de l'Île-du-Prince-Édouard en ce qui a trait aux objectifs en matière d'égalité des femmes. Le but du Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Î.-P.-É. est de travailler de concert avec le gouvernement pour aider la province à obtenir d'excellents résultats dans toutes les catégories.

Les actions prioritaires et autres considérations évaluées dans la Fiche de rendement sur l'égalité 2018 ont été établies pour le mandat du gouvernement qui a débuté en mai 2015. Elles ont été rendues publiques en juin 2016. Le présent rapport évalue les mesures prises par le gouvernement au 31 décembre 2017, sauf lorsque des dates plus récentes sont indiquées.

Des Fiches de rendement sur l'égalité ont été publiées en 2008 (projet pilote), 2009, 2011, 2013 et 2015.

### TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	1
10 bonnes pratiques.....	3
Priorité accordée à l'égalité.....	5
Pouvoir de décision chez les femmes.....	6
Prévention de la violence .....	7
Accès à la justice.....	8
Santé des femmes.....	9
Appuis pour la prestation de soins.....	10
Éducation et formation des adultes.....	11
Diversité et inclusion.....	12
Situation économique des femmes.....	13
Les 10 années d'existence de la Fiche.....	14
Notes relatives au processus.....	17

### BARÈME DE NOTATION

Selon la Fiche de rendement sur l'égalité 2018, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard obtient la note de B- (70,3/100) en ce qui a trait aux progrès réalisés par rapport aux objectifs en matière d'égalité des femmes.

**26,8 points sur une possibilité de 45 pour les DOMAINES D'ACTION PRIORITAIRES** établis par le Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Î.-P.-É.

Ces domaines d'actions prioritaires ont été établis à partir des recommandations du Conseil consultatif qui ont été faites au gouvernement dans les fiches précédentes, les comptes rendus et les mémoires, les guides relatifs aux politiques ainsi que les rencontres officielles. Certaines recommandations datent de plusieurs années.

Non accomplie = 0,3 point

En cours = 0,65 point

Accomplie = 1 point

**33,5 points sur une possibilité de 45 pour les AUTRES CONSIDÉRATIONS** dans neuf catégories

Ces considérations comprennent des initiatives présentées par le gouvernement et appuyées par le Conseil en tant que bonnes pratiques à l'appui des objectifs d'égalité.

Grande dégradation = 1 point

Légère dégradation = 2 points

Aucun changement = 3 points

Faible amélioration = 3,5 points

Légère amélioration = 4 points

Bonne amélioration = 4,5 points

Grande amélioration = 5 points

**10 points EN SUPPLÉMENT** sur une possibilité de 10

Des projets et des initiatives d'excellente qualité qui proposent de bonnes pratiques permettant de continuer à améliorer la situation des femmes et des filles ainsi que de leurs familles à l'Île-du-Prince-Édouard sont mis en évidence.

Supplément = 1 point chacun

**LE POINTAGE DE 70,3 SUR UNE POSSIBILITÉ DE 100 POINTS CORRESPOND À UNE NOTE GLOBALE DE B-.**

49 ou moins = F      74-76 = B

59 ou moins = D      77-79 = B+

60-63 = C-          80-83 = A-

64-66 = C            84-86 = A

67-69 = C+          87 ou plus = A+

70-73 = B-

## ÉVALUATION GÉNÉRALE 2018

# B-

La note B- de la Fiche de rendement sur l'égalité 2018 témoigne des progrès importants, quoique toujours inégaux, réalisés par rapport aux objectifs en matière d'égalité des femmes à l'Î.-P.-É.

Le Conseil consultatif sur la situation de la femme attribue la note D lorsqu'il n'y a aucun changement et souhaite travailler en collaboration avec le gouvernement pour obtenir de meilleurs résultats, soit B ou plus. Les progrès réalisés par le gouvernement de mai 2015 à la fin de décembre 2017 vont au-delà des petites étapes ayant mené à la note C sur les Fiches de rendement de 2013 et 2015. Les progrès ne sont toutefois pas les mêmes à tous les niveaux. Une note B- atteste de bons résultats pour certaines priorités cernées par les femmes et l'absence de progrès sur d'autres.

Nous ouvrons les portes et nous avons beaucoup à faire pour qu'elles ne se renferment pas.

➔ Le travail visant à intégrer l'analyse axée sur le genre et la diversité dans les politiques et les programmes depuis 2015 est impressionnant. Des efforts doivent encore être faits pour intégrer cette analyse dans la planification du développement économique et dans l'établissement de budgets tenant compte de la spécificité des sexes.

➔ Bien que les analyses axées sur le genre et la diversité trouvent leur place dans les activités du gouvernement, les politiques et les programmes n'ont pas suffisamment changé depuis 2015 pour

que les femmes, les groupes sous-représentés et les femmes faisant partie de groupes sous-représentés en ressentent les effets positifs constants sur leur vie quotidienne.

➔ Il reste encore des défis à relever pour adopter des lois, des programmes et des politiques qui assurent un changement positif durable à long terme.

➔ En général, les progrès sont plus importants dans les « autres considérations » déterminées par le gouvernement dans chaque catégorie que dans les domaines d'actions prioritaires définis par le Conseil.

➔ Les progrès en matière d'égalité des femmes cessent lorsque les efforts d'inclusion sociale cessent. Plus précisément, l'égalité des femmes ne peut être atteinte sans des efforts visant à éliminer la pauvreté qui touche encore plus particulièrement les femmes, en raison de salaires moins élevés, d'emplois précaires à temps partiel et de plus grandes responsabilités liées à la prestation de soins.

➔ Malgré les progrès réalisés, la discrimination sexiste existe encore. Elle a des racines plus profondes chez bien des gens : le genre et d'autres aspects de l'identité (femmes ayant un handicap, femmes LGBTQ2+ et femmes non binaires; femmes de race noire, femmes autochtones et femmes de couleur; femmes dont la langue maternelle n'est pas l'anglais; femmes vivant en milieu rural; femmes faisant partie de groupes d'âge non dominants; nouvelles arrivantes au Canada et autres) se recourent.

**« Nous devons ouvrir les portes et nous assurer qu'elles restent ouvertes afin que les autres puissent suivre. » (Traduction libre)**

**- Rosemary Brown (1930-2003),  
députée et militante canadienne**



## COMMENTAIRES DES GROUPES...

- « À mon arrivée à l'Î. P. É., j'ai été étonnée par l'égalité des chances. Très différent de ma propre culture restrictive, raciste et ségrégationniste. C'était réconfortant de venir ici. »
- « Un grand changement radical s'impose... Plus de femmes, plus de points de vue variés et plus de place pour changer et améliorer le système politique. Si nous voulons vraiment inciter les femmes et les divers groupes à participer, nous devons les écouter. »
- « La pauvreté n'a pas été abordée. Je ne veux pas répondre à un autre sondage provincial (à ce sujet). Travaillons sur ce que nous savons déjà. »
- « Il (le gouvernement) a dit une foule de belles choses à l'apogée du mouvement #moiaussi. Nous devons maintenir la pression pour nous assurer qu'il agisse en conséquence et apporte des changements qui profitent aux femmes. »
- « Les femmes n'ont pas l'appui de toutes les femmes... Nous sommes portées à juger rapidement ou à minimiser les propos des femmes... Faites cause commune avec les femmes... partout les femmes sont prêtes à prendre des risques. »
- « Les jeunes femmes sont une source d'espoir... Elles font preuve d'un énorme courage de dire les choses comme elles sont... sans aucune honte. »
- « Je nourris, dans ma tête et dans mon cœur, la vision d'un monde merveilleux. Je vis cette vision le plus possible chaque jour et au sein de ma famille. »



# 10 BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES FEMMES\*

1

## CENTRE DE MIEUX ÊTRE POUR LES FEMMES ET SERVICES EN SANTÉ SEXUELLE

En 2017, le gouvernement de l'Î.-P.-É. a rapatrié les soins liés à l'avortement à l'Î.-P.-É. et, en plus, il a instauré un programme en expansion de services de santé sexuelle et génésique, et il appuie la santé des femmes et de tous les Insulaires.

2

## LE RAPPORT 2015 - LES FEMMES À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Le gouvernement a rempli son engagement de produire un rapport statistique sur les femmes en accordant une grande attention à la diversité et à l'intersectionnalité.

3

## BRIDGE

Le programme Bridge est un modèle d'intervention par la collaboration qui regroupe les ministères du gouvernement et les organismes communautaires afin de mettre les Insulaires à risque en rapport avec les services dont ils ont besoin. Il offre une aide aux Insulaires aux prises avec des problèmes souvent temporels, notamment la violence et les mauvais traitements, le sans-abrisme ou des problèmes de santé mentale. Dans le cadre du programme, les ministères et les organismes œuvrant auprès de personnes qui font face à un risque très élevé de danger peuvent échanger de l'information cruciale pour intervenir immédiatement. Les organismes communautaires à but non lucratif ont un siège au Secrétariat et à la table d'intervention du programme Bridge.



4

## SOUTIEN AUX FAMILLES DE L'Î.-P.-É. DANS L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES

Avec quelques faux pas, malgré un sujet douloureux et un processus national tendu, le gouvernement de l'Î.-P.-É. fournit un soutien constant à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, et à la participation des femmes et des familles autochtones touchées, depuis la promotion de l'enquête aux tables rondes pré-enquêtes, aux audiences, à la collecte des récits et aux unités de liaison pour l'information à l'intention des familles.

5

## SOUTIEN AUX GRANDS-PARENTS ET À LA PRESTATION DE SOINS

Les premières étapes sont en cours pour alléger le fardeau financier des grands-parents et autres personnes chargées de la prestation de soins qui offrent un foyer sécuritaire et aimant à un enfant.

**\*non en ordre d'importance**

**6****TROIS NOUVEAUX PROGRAMMES SUR LE DROIT DE LA FAMILLE POUR APPUYER LES ENFANTS**

Depuis 2015, le Centre de droit familial de l'Î. P. É. a mis sur pied trois nouveaux programmes pour offrir une intervention juridique ou clinique, ou les deux, aux enfants et aux familles dans des litiges comportant un risque élevé : 1) Bureau de l'avocat des enfants pour s'assurer que les voix des enfants sont entendues dans des questions juridiques les concernant; 2) programme de visites et d'échanges surveillés pour les enfants qui vont d'un parent à un autre; et 3) service de coordination parentale pour les familles à risque élevé en transition.

**7****COLLABORATION SUR LES RESSOURCES DU PROGRAMME D'ÉTUDES SUR LE CONSENTEMENT SEXUEL**

Le groupe de travail sur la participation des jeunes du Comité d'action du premier ministre pour la prévention de la violence familiale prépare des ressources pour le programme d'études qui accompagneront la chanson et la vidéo « Microphone » de KINLEY, une auteure-interprète de l'Î. P. É. Quatre modules connexes seront utilisés dans les cours de santé en 9<sup>e</sup> année partout à l'Î. P. É.

**8****AGRICULTURE ET PÊCHES : PLAN EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION**

À l'aide de messages-guide de la Fiche de rendement sur l'égalité, le ministère de l'Agriculture et des Pêches a non seulement fait rapport de ses activités, mais il a aussi dressé un plan d'action pour améliorer sa réponse aux besoins en matière d'égalité des genres et de diversité dans son secteur.

**9****ÉQUIPES DE BIEN-ÊTRE SCOLAIRES**

Des projets pilotes sont en cours avec des équipes comptant plusieurs membres, intégrées dans les écoles, afin d'appuyer le bien-être physique et mental des enfants et des familles et de réduire la prévalence de la maladie.

**10****SOUTIEN AUX QUESTIONS LIÉES À LA COMMUNAUTÉ LGBTQ2+ DANS L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT**

En raison de son lien personnel à la communauté LGBTQ2+, le premier ministre Wade MacLauchlan est un modèle et un chef de file. Son gouvernement a encouragé une plus grande visibilité et une plus grande égalité pour la communauté LGBTQ2+ dans ses activités, ce qui a entraîné notamment des modifications récentes aux politiques afin d'appuyer les chirurgies de confirmation de genre pour les Insulaires transgenres.

**1 POINT EN SUPPLÉMENT POUR CHACUNE - 10/10**

## PRIORITÉ ACCORDÉE À L'ÉGALITÉ

Le premier ministre Wade MacLauchlan a chargé la ministre responsable de la situation de la femme de « travailler dans l'ensemble du gouvernement à promouvoir l'égalité et les possibilités pour les femmes dans les politiques et les programmes ». Nous attendons du gouvernement provincial qu'il applique une analyse axée sur les sexes et la diversité pour mieux évaluer l'incidence des lois, des politiques et des budgets existants et éventuels sur la vie des Insulaires de tout sexe et de divers groupes.

Questionnaires de la Fiche de rendement sur l'égalité remplis par tous les ministères

ÉVALUATION : ACCOMPLIE

Exemple concret de l'application d'une analyse axée sur les sexes et la diversité d'au moins la moitié des ministères

ÉVALUATION : ACCOMPLIE

Démonstration qu'une analyse axée sur les sexes et la diversité est appliquée dans le cadre des stratégies, des études et des plans d'action produits par le gouvernement

ÉVALUATION : EN COURS

Rapports de tous les ministères sur toute nouvelle formation ou formation continue en matière d'analyse axée sur les sexes et la diversité suivie par leurs employés pendant la période de rapport

ÉVALUATION : ACCOMPLIE

Engagement à mettre à jour le profil statistique des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard, y compris l'établissement de dates cibles

ÉVALUATION : ACCOMPLIE



AUTRES CONSIDÉRATIONS :  
BONNE AMÉLIORATION  
(4,5 POINTS)

« il faut travailler avec le gouvernement et conscientiser tous ces politiciens pour qu'ils commencent à tenir compte de l'importance des besoins des femmes. On voit une amélioration... mais il y a quand même encore beaucoup à faire. »

- Membre du groupe de discussion

« En tant que mère monoparentale bi-spirituelle autochtone, l'égalité est encore hors de portée pour moi. »

- Membre du groupe de discussion

### SOMMAIRE DE LA CATÉGORIE

Si le seul but de la Fiche de rendement sur l'égalité était d'encourager l'utilisation de l'analyse axée sur le genre et la diversité dans l'ensemble du gouvernement, le travail serait presque terminé. Les progrès signalés pour que la priorité soit accordée à l'égalité sont très importants.

Il faudra du temps et des pressions constantes pour que l'analyse axée sur le genre s'enracine, se traduise par d'autres mesures concrètes et soit appliquée à des questions plus difficiles moins évidentes.

Il faudra aussi plus de temps pour que les femmes, les groupes sur la diversité et les femmes faisant partie des groupes sur la diversité ressentent les effets positifs dans leur vie.

# POUVOIR DE DÉCISION CHEZ LES FEMMES

Nous attendons du gouvernement provincial qu'il encourage activement l'avancement des femmes dans les domaines où celles-ci sont sous-représentées. Nous attendons qu'il élimine les obstacles au leadership pour les femmes nommées et élues dans des postes décisionnels. Nous attendons aussi qu'il soit un employeur modèle de femmes dans le secteur public, car le travail des femmes est essentiel à la prestation de services publics et leur salaire est un élément de base du revenu familial et de l'économie provinciale.

Recrutement au sein d'organismes, de conseils et de commissions (OCC) qui font l'annonce d'objectifs de nomination précis en matière de sexe et de diversité

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE

Augmentation du nombre de femmes nommées à des postes au sein des OCC de la province et à la présidence ou à la vice-présidence d'OCC dont le processus de nomination relève du gouvernement

ÉVALUATION : ACCOMPLIE

Mesures visant à étudier et réduire les obstacles à la nomination et l'élection de femmes, particulièrement en aval des travaux du Comité spécial sur le renouvellement démocratique

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE

Augmentation du nombre de femmes nommées par le premier ministre au Conseil exécutif et parmi les hauts fonctionnaires

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE

Proportion plus équilibrée de femmes au sein de la fonction publique provinciale, en particulier dans les rôles de direction et les emplois non traditionnels

ÉVALUATION : EN COURS



AUTRES CONSIDÉRATIONS : FAIBLE AMÉLIORATION (3,5 POINTS)

« J'ai entendu (la Coalition for Women in Government) dire qu'au rythme actuel, il faudra 105 ans pour atteindre un équilibre entre femmes et hommes. Il faut faire quelque chose : action concertée des femmes, des parties, de l'Assemblée législative et du gouvernement. »

- Membre du groupe de discussion

« C'est beau les belles paroles (sur le soutien aux femmes au sein du gouvernement), mais quand vient le moment de passer de la parole au geste, il y a une lacune. »

- Membre du groupe de discussion

## SOMMAIRE DE LA CATÉGORIE

Le fait que Contribuons à l'Î.-P.-É. a été en mesure d'atteindre la parité femmes-hommes dans les nominations aux organismes, conseils et commissions (OCC) est un élément clé qui aura des effets positifs sur le bon fonctionnement des conseils. Prochain point au programme : mesures permettant de faire des gains durables et de faire de la parité femmes hommes et de la diversité des caractéristiques permanentes des OCC de l'Î.-P.-É.

Tellement de travail reste à faire pour réduire les obstacles qui empêchent les femmes et les divers groupes d'accéder à des charges électives. De petites étapes sont en cours, mais les progrès sont franchement décourageants.

# PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

**Nous attendons du gouvernement provincial qu'il travaille à mettre fin à la violence envers les femmes et les enfants et à toute forme de violence familiale. Nous attendons aussi qu'il fournisse et appuie des programmes et des services qui visent la prévention de la violence, offrent un soutien aux victimes de violence et tiennent les auteurs d'actes de violence responsables de leurs gestes. Nous attendons que les services du gouvernement soient adaptés au sexe et sensibles aux différences culturelles et aux traumatismes.**

Financement de base accru pour PEI Family Violence Prevention Services Inc., le Centre d'aide aux victimes de viol et d'agression sexuelle ou d'autres organismes communautaires qui contribuent à la prévention de la violence ou aident les victimes de violence

**ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE**

Mesures ou ressources servant à permettre aux intervenants du domaine de la protection des adultes d'offrir plus d'aide aux adultes qui se trouvent dans une situation délicate

**ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE**

Application de pratiques exemplaires, d'outils améliorés ou de nouvelles ressources pour prévenir et combattre la violence

**ÉVALUATION : ACCOMPLIE**

Exemples de programmes, de renseignements et d'appuis améliorés ou spécialisés pour les victimes de violence familiale, de violence dans une relation et de violence envers les femmes et les enfants appartenant à des groupes particuliers

**ÉVALUATION : ACCOMPLIE**

Exemples de formation pour les intervenants de première ligne sur l'intervention en matière de violence familiale, de violence dans les relations et de la violence envers les femmes et les enfants

**ÉVALUATION : EN COURS**



**AUTRES CONSIDÉRATIONS : LÉGÈRE AMÉLIORATION (4 POINTS)**

« Le système de santé est pourri. Il est frustrant de devoir répéter sans cesse son histoire... Il faut plus de counseling professionnel pour les femmes victimes de violence. Elles sont très nombreuses. »

- Membre du groupe de discussion

« (Quant à la) violence familiale, la situation est encore effroyable. Le niveau de violence est choquant. Je pensais que nous avions fait davantage de progrès. »

- Membre du Cercle des présidentes

## SOMMAIRE DE LA CATÉGORIE

Violence familiale, violence dans une relation, violence envers les femmes et les enfants : ces problèmes touchent tous les Insulaires, directement ou indirectement. Chacun a un rôle à jouer pour prévenir la violence envers les femmes.

Selon les membres du Conseil, les gens peuvent faire davantage pour prévenir et lutter contre la violence - et afin de faire preuve de leadership; d'autres ministères du gouvernement doivent s'engager à prévenir la violence, surtout aller au delà des mesures internes pour joindre la collectivité en général.

Face au mouvement #moiaussi, il est urgent d'améliorer les interventions du système médical et du système juridique relatives à la violence sexuelle.

## ACCÈS À LA JUSTICE

Nous attendons du gouvernement provincial qu'il accorde une grande priorité à l'accès des femmes et des familles à la justice, particulièrement en matière de droit de la famille, et qu'il fournisse et appuie des programmes et des services qui aident les gens à recevoir de l'aide pour leurs problèmes d'ordre juridique. Nous attendons que les approches thérapeutiques et les options de justice réparatrice soient considérées lorsque celles-ci sont appropriées et appuyées par des traitements ou des services.

Mise en place d'un projet pilote pour un tribunal traitant les causes liées à la violence familiale

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE

Mesures pour accroître les ressources offertes en matière de médiation familiale, de consultation et de résolution de conflits avant que les familles se présentent en cour

ÉVALUATION : EN COURS

Accès accru aux avocats de l'aide juridique en droit de la famille

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE

Mesures pour la mise en place d'un bureau provincial ou d'autres mécanismes visant à défendre les intérêts des enfants et des jeunes touchés par les systèmes du gouvernement

ÉVALUATION : EN COURS

Utilisation continue du système de triage mis en place par la Cour suprême, c'est-à-dire les conférences préparatoires à l'audition, pour les affaires relevant du droit de la famille

ÉVALUATION : ACCOMPLIE



AUTRES CONSIDÉRATIONS : FAIBLE AMÉLIORATION (3,5 POINTS)

« À l'Î.-P.-É., l'accès à la justice et à l'aide juridique est très limité. C'est un problème qui est certes lié aux genres. C'est toute une démarche de naviguer seule dans le système, ce que font souvent les femmes. »

- Membre du groupe de discussion

« Je suis gardienne du cercle et je participe aux cercles d'intervention et de sentence. C'est un beau processus pour faire amende honorable, non pour punir. Nous parlons avec notre cœur, et il existe une vraie guérison chez les personnes touchées. J'aimerais qu'on en ait plus. »

- Membre du groupe de discussion formé d'Autochtones

### SOMMAIRE DE LA CATÉGORIE

Comme province ou pays, nous ne pouvons pas nous permettre de déclarer l'accès à la justice comme un problème insurmontable et nous en laver les mains. Beaucoup de choses peuvent être faites pour améliorer l'accès à la justice pour le droit à la famille et les victimes de violence sexiste. Pour qu'il y ait amélioration, il faut un changement systémique à un système juridique axé sur les droits de propriété, dans lequel les femmes ont longtemps été traitées comme des biens plutôt que des personnes. L'Î.-P.-É. est suffisamment petite pour que des changements fassent une grande différence.

# SANTÉ DES FEMMES

**Nous attendons du gouvernement provincial qu'il maintienne un système de soins actifs solide tout en continuant à promouvoir le mieux-être et la santé. Nous attendons aussi qu'il reconnaisse l'approche holistique de la santé physique et mentale et qu'il tienne compte des déterminants sociaux de la santé, comme le revenu, le sexe, la langue et la culture. Nous attendons que l'accès aux services de santé soit libre de jugement et de stigmatisation et qu'il ne porte pas atteinte à la dignité.**

Accès aux soins en cas d'avortement dans le milieu hospitalier de la province, y compris de l'information claire et accessible en matière de services et de choix, et accès aux avortements médicaux (pilule abortive), aux avortements chirurgicaux et aux soins de suivi

**ÉVALUATION : ACCOMPLIE**

Meilleur accès aux services en matière de santé sexuelle et génésique à l'Île-du-Prince-Édouard

**ÉVALUATION : ACCOMPLIE**

« Nous avons un très haut seuil de tolérance au fait qu'on ne réponde pas à nos besoins en tant que femmes en matière de santé. »

- Membre du groupe de discussion

« Le stress de ne pas être capable d'arriver financièrement peut amener de gros stress et de la dépression. Comment être bien si vous savez que vous ne serez pas capable de payer le chauffage en hiver ou si vous payez le chauffage, vous n'aurez plus assez d'argent pour faire l'épicerie? »

- Membre du groupe de discussion

## SOMMAIRE DE LA CATÉGORIE

Les progrès réalisés dans le domaine de la santé des femmes depuis 2015 méritent d'être soulignés et ils font une différence dans la vie des femmes. Il faut toutefois faire plus, surtout pour inclure les services des sages-femmes comme une option de naissance, pour établir des services de santé mentale communautaires, pour élargir l'accès au counseling thérapeutique et pour améliorer l'intervention médicale après une agression sexuelle ou un acte de violence sexuelle. La réduction de la pauvreté est essentielle à la santé. Mais les nouvelles continuent d'être bonnes. L'annonce récente d'un soutien pour les chirurgies de confirmation de genre est un autre pas énorme vers l'équité en santé.

Financement et services accrus au chapitre de la santé mentale communautaire et d'autres soins non urgents et préventifs, y compris des services adaptés au sexe

**ÉVALUATION : EN COURS**

Mesures pour appliquer les recommandations formulées dans la stratégie relative à la santé mentale et à la toxicomanie de 2016

**ÉVALUATION : EN COURS**

Amélioration continue de l'intervention médicale en cas d'agression sexuelle, y compris la formation d'infirmières des programmes SANE et EESAS et l'offre de leurs services à partir des deux hôpitaux principaux

**ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE**



**AUTRES CONSIDÉRATIONS : LÉGÈRE AMÉLIORATION (4 POINTS)**

## APPUI POUR LA PRESTATION DE SOINS

Nous attendons du gouvernement provincial qu'il accorde de l'importance au travail souvent non rémunéré ou sous-payé des personnes, souvent des femmes, qui s'occupent d'enfants et d'adultes, y compris de personnes âgées. Pour permettre aux personnes qui fournissent des soins de participer pleinement à la société de la province, le gouvernement doit mettre en place des politiques qui appuient la prestation de soins au lieu de la rendre difficile.

Financement accru ou mise en place d'autres appuis pour les soins à domicile des adultes, y compris les personnes âgées, dont les handicaps ou les besoins médicaux les rendent dépendants des soins d'autres personnes

ÉVALUATION : EN COURS

Accès accru à des services de garde et d'éducation préscolaire qui, avec l'appui des éducateurs de la petite enfance, répondent aux besoins des familles de l'Île

ÉVALUATION : EN COURS

Subventions accrues de services de garde d'enfants pour les familles à faible revenu (augmentation du montant des prestations ou élargissement de l'admissibilité, par exemple)

ÉVALUATION : EN COURS

Promotion et appui continu à l'égard de Triple P (programme de parentalité positive) à l'Île-du-Prince-Édouard

ÉVALUATION : EN COURS

Possibilités pour les personnes s'occupant d'enfants d'âge scolaire – surtout les femmes et les personnes issues de groupes diversifiés et sous-représentés – de contribuer de façon importante à la gouvernance et au leadership en éducation

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE



AUTRES CONSIDÉRATIONS : FAIBLE AMÉLIORATION (3,5 POINTS)

« L'Ontario a annoncé que les garderies seront gratuites en 2020. Si l'Ontario peut le faire, l'Î.-P.-É. le peut aussi. »

- Membre du groupe de discussion

« Les gens qui prennent soins des autres sont les moins bien rémunérés. C'est le rôle de soutien le moins soutenu dans notre société de prendre soins des jeunes, des personnes âgées et des personnes handicapées. »

- Membre du groupe de discussion

« Sans garderies adéquates, les femmes sont défavorisées. »

- Membre du groupe de discussion

### SOMMAIRE DE LA CATÉGORIE

La seule façon équitable d'évaluer les investissements accrus pour appuyer la prestation de soins et la mise sur pied de nouveaux projets pilotes et programmes est d'examiner les actions prioritaires « en cours ». Comme le souligne des membres du Conseil qui prennent soin de jeunes enfants, de personnes âgées et d'adultes vulnérables, nous ne sommes pas encore près du niveau « accomplie. »

La lutte quotidienne de fournir des soins se poursuit inlassablement, et est toujours menée, de façon disproportionnée, par les femmes. En l'absence de services publics, ce sont les grands-parents, les belles-mères, les tantes et les amies qui en portent le fardeau.

# ÉDUCATION ET FORMATION DES ADULTES

Nous attendons du gouvernement provincial qu'il continue d'appuyer l'accès équitable à l'éducation et à la formation pour les femmes, particulièrement dans les domaines où les femmes sont sous-représentées et dans les domaines visés par le développement économique. Nous attendons aussi qu'il appuie l'éducation et la formation dans le but d'assurer un revenu suffisant pour tous les Insulaires et qu'il appuie les programmes et services qui préparent les femmes et leur famille à vivre de façon autonome et dans la dignité.

Financement de programmes qui accroissent la participation des femmes dans les métiers et le domaine de la technologie ou appui financier permettant aux femmes de prendre part à ces programmes

ÉVALUATION : EN COURS

Démonstration de l'application d'une optique axée sur les sexes et la diversité dans les plans d'action et les stratégies en matière de développement économique

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE

« Il faut offrir aux jeunes plus d'occasions d'acquérir des compétences en leadership, et aux jeunes filles plus d'occasions d'avoir accès à un mentor afin de découvrir qui elles veulent être. »

- Membre du groupe de discussion

« Les centres d'amitié sont la clé. Ils constituent le meilleur système de soutien, un ensemble de services offerts aux Autochtones. L'Î.-P.-É. est déficitaire dans ce domaine, tellement loin derrière... de bien des façons. »

- Membre du groupe de discussion formé d'Autochtones

Exemples de programmes et de services du gouvernement qui appliquent l'optique axée sur les sexes et la diversité et qui visent l'acquisition de compétences donnant accès à des emplois à long terme non saisonniers

ÉVALUATION : EN COURS

Financement accru des programmes et des services qui contribuent à l'amélioration des niveaux de littératie et de numératie des adultes

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE

## SOMMAIRE DE LA CATÉGORIE

Le monde du travail change. L'éducation et la formation des adultes sont plus nécessaires que jamais pour appuyer les moyens de subsistance et le bien-être des Insulaires. Des programmes bien implantés se poursuivent, ce qui est un point positif. Au-delà du statu quo (aucun changement), l'élaboration des programmes, la planification et l'infrastructure publique et sociale ne progressent pas au même rythme que les besoins de la population et des femmes en particulier.

Mesures visant la mise en place d'un système de transport en commun à l'échelle de la province

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE



AUTRES CONSIDÉRATIONS : FAIBLE AMÉLIORATION (3,5 POINTS)

# DIVERSITÉ ET INCLUSION

Nous attendons du gouvernement provincial qu'il aille chercher la participation de la population de plus en plus diversifiée de la province et qu'il prenne des mesures afin de faire participer les divers groupes et les personnes vulnérables de la province à la vie sociale, culturelle, économique et démocratique. Nous attendons aussi qu'il tienne des consultations constructives auprès des groupes diversifiés et qu'il veille à les inclure dans ses programmes et services.

Attention particulière accordée à l'inclusion sociale et à la participation démocratique dans les plans d'action et les stratégies du gouvernement

ÉVALUATION : ACCOMPLIE

Mesures pour mettre en œuvre les appels à l'action pertinents de la Commission de vérité et de réconciliation

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE

Exemples de programmes et services qui promeuvent la dignité et l'autonomie des personnes handicapées, plus particulièrement en ce qui a trait à la participation à la population active

ÉVALUATION : EN COURS

Mesures visant la mise en place d'un ombudsman provincial ayant pour mandat d'enquêter de façon indépendante sur les plaintes

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE

Modification des lois afin de permettre l'aide à la prise de décision conformément à la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE



AUTRES CONSIDÉRATIONS :  
LÉGÈRE AMÉLIORATION  
(4 POINTS)

« Les Blancs se croient meilleurs, mais ils ne le sont pas. Personne n'est meilleur qu'un autre. »

– Membre du groupe de discussion

« Nos valeurs traditionnelles sont perdues – respect de la terre, respect de la famille, respect de soi-même. La langue est tellement importante pour nous définir comme peuple. Tellement de Mi'kmaq ont perdu leur langue. Ça m'attriste. »

– Membre du groupe de discussion

« Enfant, on nous a enseigné que notre peuple était disparu. Mais j'existe. Les Mi'kmaq sont toujours là. »

– Membre du groupe de discussion

## SOMMAIRE DE LA CATÉGORIE

La diversité et l'inclusion forment la catégorie de la Fiche de rendement sur l'égalité qui engage le plus grand nombre de ministères du gouvernement, ce qui mène à de constants progrès en cours. Comme par les années passées, entre la diversité et l'inclusion, il y a plus de progrès sur la diversité que sur l'inclusion; et lorsqu'il a fallu tenir compte de l'égalité des genres et de la diversité, des progrès ont été réalisés davantage sur (certains aspects de) la diversité que sur l'égalité des genres.

# SITUATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Nous attendons du gouvernement provincial qu'il place au cœur de ses priorités l'amélioration de la santé, de la dignité et du bien-être des Insulaires qui doivent vivre avec un revenu insuffisant et qu'il travaille à assurer un revenu suffisant pour tous les Insulaires. Un revenu insuffisant est un revenu qui ne permet pas de subvenir à ses besoins de base dans la santé et la dignité et de faire face aux urgences. Nous attendons des programmes sociaux souples et adaptés et une stratégie provinciale pangouvernementale efficace visant à réduire ou éliminer la pauvreté.

Taux d'aide sociale accru qui permet aux individus et aux familles de subvenir à leurs besoins de base, y compris des mesures visant à garantir un revenu de base pour tous les Insulaires

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE

Exemples de politiques qui contribuent à la sécurité alimentaire, en particulier pour les groupes vulnérables

ÉVALUATION : EN COURS

Financement accru pour les logements abordables, accessibles et adéquats, ainsi que pour leur construction

ÉVALUATION : EN COURS

Mandat plus large pour les programmes d'aide sociale afin de soutenir davantage d'Insulaires en situation financière précaire

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE

Amélioration des normes d'emploi (y compris le salaire minimum) pour les travailleurs non syndiqués

ÉVALUATION : NON ACCOMPLIE



AUTRES CONSIDÉRATIONS : AUCUN CHANGEMENT (3 POINTS)

« Il faut enrayer la pauvreté car tout part de là... si une personne est pauvre, elle ne peut pas avoir accès à la justice, elle ne peut pas se sortir d'une relation de violence, elle n'a pas le temps de s'occuper de sa santé... Il faut augmenter les revenus des femmes pour qu'elles puissent, après, se prendre en main. »

– Membre du groupe de discussion

« La pauvreté est l'ultime limite. Un état pour lequel les gens jugent et stigmatisent les autres. Nous devons chambouler les choses. Féministes extrêmes. Extrémistes féministes! »

– Membre du groupe de discussion

## SOMMAIRE DE LA CATÉGORIE

Le gouvernement s'est engagé publiquement à établir une stratégie de réduction de la pauvreté en 2008. Pendant son troisième mandat depuis, un conseil consultatif sur la réduction de la pauvreté crédible a été créé et a entrepris des consultations. Depuis dix ans, combien de mères monoparentales à faible revenu n'ont pas mangé bien des soirs pour pouvoir nourrir leurs enfants? Si les efforts de réduction de la pauvreté en 2018 ne se traduisent pas par des mesures concrètes, combien de femmes perdront espoir?

# LES 10 ANNÉES D'EXISTENCE DE LA FICHE DE RENDEMENT SUR L'ÉGALITÉ



## ACCÈS À DES SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DANS LA PROVINCE

- 2008 « Les femmes n'ont pas accès à des services d'avortement dans les hôpitaux de l'Î.-P.-É. »
- 2009 « Absence complète d'accès »
- 2011 Des jeunes vulnérables, participant à un groupe de discussion, demandent encore « l'accès à des services d'avortement »
- 2013 Le premier ministre Ghiz déclare que « la situation ne changera pas en ce qui concerne l'absence d'accès à des services d'avortement locaux »
- 2015 Puisque le gouvernement « n'avait pas pris de mesure pour protéger la santé sexuelle et reproductive des femmes... la situation à l'échelle provinciale s'était détériorée »
- 2018 Le Centre de mieux-être féminin et les services provinciaux de santé sexuelle offrent une série d'options, y compris des soins liés aux avortements chirurgicaux dans les hôpitaux et des soins gratuits liés aux avortements médicaux

## ÉQUILIBRE HOMMES-FEMMES SUR LES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS DE LA PROVINCE

- 2008 Selon le nouveau processus « Au service de l'Î.-P.-É. », plus de 40 % des nouvelles nominations sont des femmes
- 2009 Près de 40 % des nouvelles nominations sont des femmes; il s'agit donc d'un léger recul
- 2011 Plus de 30 % des candidats et 41 % des nominations sont des femmes
- 2013 39 % des candidats et 37 % des nominations sont des femmes
- 2015 Les femmes représentent 45 % des nominations - mais seulement 33 % des candidats
- 2018 Sous le programme renommé et modernisé « Contribuons à l'Î.-P.-É. », les femmes représentent 53 % des candidats et nouvelles nominations, ainsi que 47 % des membres des OCC

## ÉTAPES DE MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET PILOTE POUR UN TRIBUNAL CHARGÉ DES CAUSES DE VIOLENCE FAMILIALE

- 2008 « D'autres mesures seraient prises pour instaurer » un tribunal chargé des causes de violence familiale
- 2009 La ministre responsable de la Situation de la femme « a affirmé publiquement... soutenait »
- 2011 Discussions entamées avec le Conseil des politiques...
- 2013 Dans le discours du Trône d'avril 2012, le gouvernement s'est engagé à examiner le concept de « tribunal thérapeutique », qui pourrait inclure un tribunal chargé des causes de violence familiale
- 2015 « Rien de nouveau n'a été rendu public »
- 2018 Le gouvernement continue « d'évaluer l'état de préparation de la province concernant la mise en œuvre d'un modèle de tribunal thérapeutique », dont les recommandations datent maintenant de presque 20 ans

## 10 ANS, 10 EXEMPLES DE PROBLÈMES : 2008-2018

### PROTOCOLES EN MATIÈRE DE VIOLENCE FAMILIALE ET OUTILS DE PRATIQUES EXEMPLAIRES POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE

- 2008 Les protocoles relatifs à la violence faite aux femmes au niveau du soutien du revenu, des salles d'urgence dans les hôpitaux et de la justice doivent être évalués et mis à jour, et il faudrait prévoir de la formation
- 2009 Évaluation dans le but de déterminer les mises à jour nécessaires et les lacunes à combler
- 2011 La Section du droit familial du ministère de la Justice élabore un protocole relatif à la violence conjugale et tous les protocoles du Ministère sont révisés et mis à jour
- 2013 Le Comité consultatif provincial sur l'exploitation sexuelle des enfants publie une version révisée du protocole provincial d'intervention dans les cas de violence sexuelle à l'égard des enfants
- 2015 Le protocole relatif à la réaction de la police en cas de violence conjugale est révisé et mis à jour; une fois le protocole relatif à la violence familiale à l'intention des clients de l'aide sociale finalisé, il est renforcé sous la forme d'une politique
- 2018 Le modèle d'intervention Bridge permet aux Insulaires à risque d'accéder aux services, par l'entremise d'un réseau de fournisseurs

### APPLICATION DE L'ANALYSE AXÉE SUR LE GENRE ET LA DIVERSITÉ DANS L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT

- 2008 La ministre responsable de la Situation de la femme propose de «mettre sur pied un comité sur les pratiques exemplaires en matière d'analyse comparative entre les sexes...»
- 2009 Le comité entame l'examen des pratiques exemplaires et l'évaluation des besoins en matière de formation
- 2011 «... des efforts concertés pour veiller à ce qu'il y ait un représentant tenant compte des différences entre les sexes au sein des comités et des projets qui sont importants pour l'égalité des femmes»
- 2013 «Le Secrétariat interministériel aux affaires féminines a élaboré deux guides relatifs à l'analyse axée sur [le genre] et la diversité...»
- 2015 Les répercussions liées au genre et à la diversité sont incluses dans les exigences révisées du Conseil exécutif relatives aux politiques et programmes
- 2018 Exemples de formation ou d'application de l'analyse axée sur le genre et la diversité, ou les deux, dans l'ensemble du gouvernement

### APPUI POUR LES SERVICES DE SANTÉ MENTALE COMMUNAUTAIRES

- 2008 «Les services de santé mentale offerts aux femmes et aux hommes manquent de ressources et peinent à répondre à la demande»
- 2009 Dans un budget axé sur les soins de santé, les soins relatifs à la santé mentale en milieu communautaire représentent «moins de 1,5 % des dépenses totales dans le domaine de la santé»
- 2011 «Les services communautaires de santé mentale représentent encore environ 1,6 % du budget de Santé Î.-P.-É., et les services de soins de courte durée en santé mentale, environ 2,9 %.»
- 2013 Examen complet des services en santé mentale et en toxicomanie portant sur l'accessibilité des services de santé mentale communautaires
- 2015 Le gouvernement nomme la première administratrice en chef de la santé mentale et de la toxicomanie, et le CCSFIPE est inclus sur le Conseil consultatif en santé mentale et en toxicomanie
- 2018 Peu à peu, le gouvernement procède à la mise en œuvre de la Stratégie relative à la santé mentale et à la toxicomanie de 2016, mais les services de santé mentale communautaires continuent de subir de fortes tensions

## **APPUI POUR LES SERVICES DE GARDE DES JEUNES ENFANTS ABORDABLES, ACCESSIBLES ET DE GRANDE QUALITÉ**

- 2008** « L'engagement de fonds additionnels dans les centres de service de garde autorisés »
- 2009** Augmentation progressive des investissements dans les soins et l'éducation de la petite enfance
- 2011** Les investissements dans les soins et l'éducation de la petite enfance ont plus que doublé grâce à l'Initiative préscolaire d'excellence; la maternelle fait son entrée dans le système scolaire; 40 centres de la petite enfance voient le jour à l'Î.-P.-É., offrant plus de 1340 places
- 2013** Le nombre de centres de la petite enfance passe à 46, tandis que le nombre de places pour les nourrissons augmente de 51 % en 2011-2012 et d'encre 3,3 % en 2012-2013
- 2015** Le nombre de places en garderie augmente de 1,6 %, mais il y a une baisse de 6 % du nombre de places pour les nourrissons
- 2018** L'Î.-P.-É. a 4860 places en garderie (en comptant les programmes pour les enfants d'âge scolaire); le nombre de places pour nourrissons a augmenté de 70 % depuis le début de l'Initiative préscolaire d'excellence; l'Î.-P.-É. et le Canada concluent un accord bilatéral de financement pour appuyer l'amélioration des services de garde

## **ÉTAPES DE MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN À L'ÉCHELLE DE LA PROVINCE**

- 2008** « Il faut engager des sommes d'argent dans un système de transport en commun à l'échelle de la province... »
- 2009** « Et qu'en est-il des services complémentaires, comme le transport en commun général? »
- 2011** « ... les premiers investissements importants de la province dans le transport en commun » appuient le service d'autobus T3 Transit à Charlottetown, Cornwall et Stratford
- 2013** « ... les femmes ont besoin de services publics d'appoint, notamment en matière de transport en commun »
- 2015** Le service T3 Transit se poursuit, avec « un service limité entre Charlottetown et Summerside »
- 2018** Aucune mesure n'est envisageable pour accroître le système à l'échelle de la province

## **INTÉGRATION DE L'INCLUSION SOCIALE DANS LES POLITIQUES, LES PROGRAMMES ET LES PLANS DU GOUVERNEMENT**

- 2008** Le Conseil établit un lien entre l'inclusion sociale, la santé et le revenu
- 2009** La planification de l'inclusion n'est pas mentionnée dans les plans de développement économique
- 2011** « ... établir des liens entre les femmes et les plans de développement économique est un élément essentiel au progrès »
- 2013** Le Plan d'action social de 2012 ne s'est pas engagé à l'égard de l'inclusion sociale, mais un document de travail antérieur mentionne qu'il s'agit d'un « objectif fondamental »
- 2015** Le Conseil ne trouve aucune preuve que le concept d'inclusion sociale est « compris - à plus forte raison appliqué »
- 2018** Le discours du Trône de juin 2015 du nouveau gouvernement mettait l'accent sur l'inclusion sociale, et des petits progrès ont suivi...

## **PROGRÈS VERS UNE STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ**

- 2008** « Les premières étapes de la stratégie de réduction de la pauvreté de l'Î.-P.-É. ont été franchies avec succès... »
- 2009** « Aucune mesure n'a été prise concernant la stratégie de réduction de la pauvreté qui avait été promise... »
- 2011** « Il a été long avant que les mesures menant à la réduction de la pauvreté soient mises en œuvre, mais nous avons bon espoir... »
- 2013** Le Plan d'action sociale 2012 manque « de cibles, d'échéanciers ou de vision » ainsi que « de participation et d'action »
- 2015** Le Conseil qualifie d'« échec » le Plan d'action sociale qui, « n'a rien fait, ou si peu, pour lutter contre la pauvreté persistante... »
- 2018** Le gouvernement nomme un solide Conseil consultatif sur la réduction de la pauvreté pour consulter la collectivité

## NOTES RELATIVES AU PROCESSUS

**Le Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Île du Prince Édouard s'engage à suivre un processus équitable et transparent, mené en collaboration pour créer la Fiche de rendement sur l'égalité.**

### Un processus de collaboration équitable

- En consultation avec les ministères du gouvernement, le Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Î. P. É. a fixé un échéancier, établi un modèle d'évaluation et dressé une liste des domaines d'actions prioritaires pour la Fiche de rendement de l'égalité 2018 qui ont été rendus publics en juin 2016.
- Chaque ministère a rempli un questionnaire au sujet des mesures qu'il avait déjà prises pour soutenir l'égalité des femmes et la diversité.
- Le personnel du Conseil consultatif a dirigé des groupes de discussion et des consultations auprès de groupes et d'organismes.
- Tous les membres du Conseil ont examiné l'information obtenue des ministères et fait connaître leur propre évaluation au moyen d'un sondage.
- À l'aide des résultats du sondage comme point de départ, les membres actuels et nouveaux du Conseil consultatif ont participé à un atelier de coopération fondé sur le consensus pour s'entendre sur les évaluations. Ils ont aussi fourni des preuves appuyant les évaluations.
- Le personnel du Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Î. P. É. a communiqué les cibles provisoires et l'analyse à des représentants du gouvernement pour obtenir des corrections, des mises à jour et d'autres types de suggestions.
- Les membres et le personnel du Conseil consultatif ont communiqué les cibles provisoires et l'analyse à des membres experts de la collectivité et à des organismes communautaires pour obtenir des corrections, des mises à jour et d'autres types de suggestions.
- Les membres du Conseil consultatif ont apporté les changements qu'ils croyaient nécessaires en ce qui avait trait aux cibles et à l'analyse, en tenant compte de la rétroaction et de la nouvelle information fournies par le gouvernement et la collectivité.
- Le personnel et la présidente du Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Î. P. É. ont mis la touche finale à la Fiche de rendement sur l'égalité et ont préparé la fiche pour sa divulgation lors d'une conférence de presse en juin 2018.

### À PROPOS DES GROUPES DE DISCUSSION

- **Trois groupes de discussion ont été incorporés à ce rapport. Un groupe de discussion était formé en partenariat avec l'Aboriginal Women's Association, un groupe francophone était formé de femmes francophones et francophiles, et un groupe était formé d'anciennes membres des groupes d'étude de 2016 et 2017 sur la réconciliation et les questions féminines.**
- **Les groupes de discussion ont eu lieu à Lennox Island, Summerside et Charlottetown.**
- **Globalement, les groupes de discussion ont réuni 16 personnes, des jeunes aux personnes âgées, en plus de représentantes du Conseil.**
- **Les participantes provenaient de collectivités urbaines, suburbaines et rurales. Les participantes autochtones vivaient sur la réserve et hors réserve. Les participantes étaient des parents seuls, des parents ayant la garde partagée dans une ou deux résidences, et les grands-parents qui avaient élevé leurs petits-enfants. L'âge des enfants variaient, allant de très jeune à l'âge adulte.**
- **Au cours des discussions, au moins une participante se considérait comme une personne ayant déjà vécu sur le plan personnel, familial ou professionnel de première ligne une expérience liée à la violence, à de mauvais traitements, à une séparation ou à un divorce, à un handicap, à une maladie mentale, à un traumatisme, à d'autres sortes de besoins en matière de santé, à la pauvreté, au chômage ou au sous-emploi, à l'immigration au Canada, à un logement inadéquat, à l'insécurité alimentaire, aux responsabilités de prestations de soins aux enfants ou aux adultes, à l'éducation et aux soins de la petite enfance, à la colonisation, au racisme, à l'âgisme, au cis-hétérosexisme ou au sexisme.**
- **On n'a pas demandé aux participantes des groupes de discussion d'indiquer leur sexe, leur âge, leurs compétences, leur origine ethnique, leur orientation sexuelle ni aucun autre repère de diversité.**



## Remerciements

Les membres et le personnel du Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Î.-P.-É. remercient les nombreux groupes communautaires et gouvernementaux qui ont fourni de l'information pour le présent rapport.

Nous remercions ceux et celles qui ont reçu et revu les ébauches, en totalité ou en partie, et fourni des corrections, des commentaires, des points de vue et des analyses alors que nous préparions la Fiche de rendement sur l'égalité.

Nous reconnaissons particulièrement le temps consacré par les particuliers et les groupes à titre bénévoles.

AU SEIN DU GOUVERNEMENT, nous remercions...

- La ministre responsable de la Situation de la femme et le Secrétariat interministériel aux affaires féminines de leur aide pour définir le projet et coordonner la réponse du gouvernement.
- Les représentants de tous les ministères du gouvernement et des bureaux gouvernementaux du Conseil exécutif, du Secrétariat interministériel aux affaires féminines et de la Commission de la fonction publique.
- Le premier ministre, et tous les ministres et sous-ministres.

AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ, nous remercions...

- Les femmes auprès de qui les membres du Conseil consultatif ont sollicité des commentaires et des perspectives.
- Les femmes qui ont téléphoné au Conseil consultatif sur la situation de la femme pour partager leurs expériences et pour aider le Conseil à déterminer les lacunes dans les politiques, les services et les lois qui ont une incidence sur leur vie.
- Les membres des groupes de discussion dont l'analyse était complémentaire à celle du Conseil exécutif et consolidait la Fiche de rendement sur l'égalité.
- Les anciennes présidentes du Conseil consultatif sur la situation de la femme qui ont participé à la consultation du Cercle des présidentes 2018 pour revoir l'ébauche de la Fiche de rendement sur l'égalité et qui ont fourni de précieux commentaires.

## Énoncé sur la diversité et consultation des organismes communautaires

Les membres actuels et nouveaux du Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Î.-P.-É. ont été nommés par le gouvernement pour le conseiller et pour sensibiliser le public aux questions liées à la situation de la femme. Les membres qui ont préparé le présent rapport sont des femmes qui proviennent de toutes les régions rurales et urbaines de l'Î.-P.-É. Au moins un membre se considérait comme étant nouvelle arrivante à l'Î.-P.-É., nouvelle arrivante au Canada, jeune, personne âgée, personne ayant un handicap, Autochtone, Noir, Asiatique, Francophone ou membre de la communauté LGBTQ2+.

Afin que les points de vue soient diversifiés, les membres et le personnel du Conseil consultatif ont invité des représentants d'organismes communautaires à revoir des parties de l'ébauche de la Fiche de rendement sur l'égalité. La plupart des groupes suivants ont fourni une rétroaction :

- Aboriginal Women's Association of PEI
- Abortion Rights Network of PEI
- Community Legal Information Association (CLIA)
- CIFPE – Centre d'information pour les femmes de Prince-Est
- Justice Options for Women
- Mi'kmaq Family Resource Centre
- PEERS Alliance
- PEI Action Team for Migrant Worker Rights
- Association des nouveaux arrivants au Canada de l'Î.-P.-É.
- Coalition pour les femmes en politique à l'Î.-P.-É.
- Conseil des personnes handicapées de l'Î.-P.-É.
- PEI Family Violence Prevention Services Inc.
- PEI Literacy Alliance
- PEI People First
- Centre d'aide aux victimes de viol et d'agression sexuelle de l'Î.-P.-É.
- Groupe de travail pour un revenu décent de l'Î.-P.-É.
- Syndicat des employés de la fonction publique (SEFP)
- Réseau des femmes de l'Î.-P.-É.



**CONSEIL CONSULTATIF SUR LA SITUATION DE LA FEMME DE L'Î.-P.-É.**  
Sherwood Business Centre, 161, rue St. Peters, Charlottetown  
C.P. 2000, Charlottetown, PE C1A 7N8  
info@peistatusofwomen.ca  
www.gov.pe.ca/acsw  
peiacsw.wordpress.com  
902-368-4510